NUMERO 5678 - PRIX MAROC: 5 DH - FRANCE: 1 € - DEPOT LEGAL: 100/1991 - DIRECTEUR DE PUBLICATION: ABDELMOUNAIM DILAMI

VEND. 17, SAM. 18 & DIM. 19 JANVIER 2020

L'ECONOMISTE

Entreprise Certifiée Qualité ISO 9001 version 2015

Système de Management de la Qualité certifié ISO 9001 version 2015 par BUREAU VERITAS MAROC

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Excès

L'UE cherche visiblement à pousser Rabat dans ses derniers retranchements sur le sujet de la convergence fiscale. Après plusieurs mois de négociations, le futur compromis pour lequel Bruxelles espère obtenir un signal fort ne convainc pas partout. Le Maroc peut difficilement aller plus loin au risque d'obérer quelques digues qu'il a mis du temps à ériger pour son attractivité. Car c'est bien ce qui se joue aussi derrière la volonté de discipliner les mœurs sur le front des rulings, ces fameux accords que les multinationales négocient avec le fisc. On le sait, dès le départ, l'UE n'a pas fait consensus sur la méthodologie.

D'abord l'histoire montre souvent que les vrais paradis ne sont pas rattrapés par la traque aux «pratiques d'optimisation fiscale agressives» et que les arbitrages du naming and shaming sont parfois tentés de composer avec des interférences politiques qui alimentent quelques biais. Ensuite, ne l'oublions pas, l'épouvantail des listes agitées par la commission terrorise avant tout les pays qui entretiennent des relations avec l'Europe. Cette pression s'apparente dès lors à ce que les lampadaires sont aux ivrognes, c'est-à-dire plus un appui, parce que là au moins c'est mieux éclairé, pour calmer l'électorat européen, qu'une nouvelle page de réforme de la fiscalité transfrontalière. Enfin, il y a une grande différence entre demander à des pays partenaires d'être aux avant-postes dans la lutte et le signalement de l'argent sale, et les condamner implicitement à renoncer à leurs ambitions de compétitivité fiscale, qui plus est pour des places en émergence.

Au contraire, l'économie marocaine ne refuserait pas en ce moment un vent d'exubérance financière, qui la sortirait de sa torpeur, qui contribuerait à renforcer la mobilité de ses capitaux, à multiplier ses grosses fortunes, ses entreprises on et offshore. Et y compris avec les excès de sa fiscalité. ❏

Mohamed BENABID

Convergence fiscale

L'UE exige plus!

- **Zones franches, statut d'exportateur, CFC…**
- **Bruxelles pas convaincue des réaménagements de la loi de finances**
- **Enjeu: sortir de la liste des paradis fiscaux**

Voir pages 2 & 3

Ph. L'Economiste

Crowdfunding

Benchaâboun défend son «business plan»

LES députés ont jusqu'à mardi prochain pour déposer à la Commission des finances leurs amendements sur le projet de loi relatif au financement collaboratif (crowdfunding). Pour Mohamed Benchaâboun, les projections sur le plan international prévoient un marché de 140 milliards de dollars d'ici 2022. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation seront organisées pour la vulgarisation de cet instrument auprès du grand public.❏

Voir pages 8 & 9

Agriculture: Ce que contient le programme d'irrigation économe

Voir page 11

Propreté à Casablanca: Nouveau départ pour Derichebourg

Voir page 6

Médina d'Essaouira

Les détails de la réhabilitation

Voir page 13